



**N°4**

**KANGURA MAGAZINE VERSION INTERNATIONALE**

**IJWI RIGAMIJE GUKANGURA NO  
KURENGERA RIIBANDA  
NYAMWINSHI.**

**KA02 1103**

- **BURUNDI : LE PARTI PALIPEHUTU DENONCE L'HYPOCRISIE DE L'EPISCOPAT.**
- **RWANDA : DU JAMAIS ENTENDU. LA DIPLOMATIE RWANDAISE BRISE ENFIN LE SILENCE.**
- **FRANCOPHONIE : POURQUOI BUYOYA A EU PEUR D'ECOUTER SON SUCCESSEUR ?**
  
- **ZAIRE : POURQUOI LA PROBLEMATIQUE DE L'IDENTIFICATION DES NATIONAUX AU NORD ET AU SUD-KIVU?**
- **AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE : LA GUERRE SAINTE D'UNE ETHNIE TYRANNIQUE.**

*Contenu des articles engage  
l'Auteur et l'Editeur*

## QUI EST-CE QUI METTRA FIN AU CARNAGE DES HUTU PERPETRE PAR LE REGIME DE BUJUMBURA?



C'est la presse gouvernementale! On y peut rien. Cependant plus d'une personne a été fort étonnée d'entendre, au cours de l'avant-midi de la Noël, une journaliste de la Radio burundaise dire que le président BUYOYA serait "incontestablement" le champion de la paix et de l'unité nationale. A chaque instant la journaliste qui présentait les informations de onze heures faisait passer des morceaux de discours du Major-Président dans lesquels il chante l'Unité Nationale. Or tous ces discours dont il ne cesse d'abreuver la population sont vains puisque toutes les arrestations opérées au Burundi ne concernent que les Hutu innocents.

Il vous en souviendra que lors de son entretien avec la population de la zone de Gasagara-Muyira en commune Kanyosha, le Président Buyoya s'est expliqué sur son slogan de la sécurité qui concerne la population entière et pas seulement la police et l'armée, en stipulant que les tâches sont partagées. Il faut être franc et affronter les événements du Burundi par l'interrogation suivante: est-il vrai que les tâches sont partagées entre les forces de l'ordre d'une part et la population d'autre part alors que la masse populaire Hutu est dans l'insécurité?

En réalité, cette Charte de l'Unité Nationale que l'on chante souvent dans les milieux politiques du Burundi est devenue (ou plutôt

à toujours été) synonyme d'unité des Batutsi contre les autres composantes de la population du pays. C'est ainsi que dans ce pays il y a des procédures d'arrestations arbitraires des Hutu, des actes de provocation, des tortures, des assassinats froids, sans compter des intimidations, par voie des médias, qui constituent une breèche sanguinolante pour le régime en place. Au fond des choses, il n'existe pas de sécurité dans un pays où le mot d'ordre des dirigeants est l'injustice ou encore mieux l'oppression et la suppression.

Il est tout à fait inconcevable qu'une personnalité menaçant la sécurité par ses propres actes, puisse tromper le monde entier en alléguant que son peuple aurait voté à une majorité écrasante la Charte de l'Unité Nationale. Tout le monde sait actuellement comment se déroulent les élections dans un système monopartiste. Pire encore, c'est sous le régime Buyoya que feu Rémy GAHUTU, fondateur du Parti PALIPEHUTU, fut assassiné par les services de sécurité du Burundi. Cet exemple à lui seul prouve à suffisance que, non seulement le Burundi aspire à une image trompeuse sur la scène internationale, mais aussi les tutsi ont peur de partager le pouvoir avec les autres ethnies, en l'occurrence les Hutu et les Twa.

Il est grand temps de souligner que si l'opinion internationale continue à ne se fier qu'à la version officielle des massacres, le Burundi restera toujours le théâtre des événements sanglants. Ce serait préférable de tenir compte aussi de la version de ceux qui s'expriment au nom des victimes. Il faut des gens de bonne volonté pour convaincre le Président Buyoya que pour mieux garantir la sécurité nationale, il faudra absolument remplacer l'armée actuel-

le par une armée nationale composée de Hutu, de Tutsi et de Twa, conçue de façon à ce qu'elle inspire confiance à toutes les composantes ethniques de la population.

L'atmosphère si morose que les Hutu du Burundi ont vécue et continuent à vivre sous le ciel de leur chère patrie (malgré tout) suscite une vive inquiétude au niveau de la défense des droits de l'homme. Il paraît que les occidentaux qui font du zèle dans la défense des droits de l'homme au sein du Tiers Monde ne considèrent que leurs intérêts et les preuves sont multiples. Souvenez-vous de la peine capitale décrétée par l'Ayatollah KHOMEINI à l'encontre de l'auteur des Versets Sataniques. A dire vrai Salmane a été protégé à juste titre par presque tous les pays industrialisés. Néanmoins, cette protection a dévoilé que le monde Occidental peut attacher plus d'importance à un individu qu'à des communautés entières. C'est le cas par exemple des Palestiniens, des Noirs d'Afrique du Sud, et pourquoi pas des Hutu du Burundi... Si les mêmes pays qui se sont mis à protéger un seul individu faisaient de même pour des peuples qui subissent les conséquences de l'injustice comme les tortures gratuites, les emprisonnements arbitraires et les massacres inédits, partout dans le monde on vivrait un plus grand bonheur.

C'est maintenant ou jamais que toutes les Ambassades accréditées à Bujumbura devraient mettre à terre le silence qui les a caractérisées depuis surtout le mois de juin 1991, lorsqu'ont commencé les arrestations clandestines des Hutu. Il ne faudrait pas que toutes les Ambassades soient effrayées par les mésaventures du Gouvernement du Burundi qui consistent à violer les Ambassades étrangères. Des enquêtes minutieuses sont à mener urge-

ment pour que l'opinion internationale soit rapidement mobilisée contre le carnage opéré par le Pouvoir de Bujumbura. Sachez, Excellences Messieurs les Ambassadeurs, qu'il n'est plus question de vous limiter seulement aux informations de source officielle du genre de celles radiodiffusées en date du 25 décembre 1991 à onze heures. En effet, la Radio nationale burundaise a diffusé sur sa chaîne 2 que les Rwandais qui s'étaient réfugiés dans l'Ambassade du Rwanda à Bujumbura ne l'auraient fait que par repli puisqu'ils ne pouvaient "semble-t-il" plus tenir. C'est là une façon sournoise d'impliquer le Rwanda dans les manoeuvres sanglantes organisées par le Gouvernement burundais. Pourquoi vraiment votre silen-

ce, Excellences Messieurs les Ambassadeurs?

Lors même que vous vous demandez ce qu'il convient de faire, tenez-vous bien: nous avons des informations fiables, mais terrifiantes, découlant des enquêtes effectuées par des envoyés spéciaux de la Ligue Internationale de Droits de l'Homme. Parmi ces envoyés nous retiendrons un certain Filip REYNTJENS: à la date du 09 décembre 1991, la Commission d'enquête de cette Ligue a découvert une fosse commune dans laquelle le Gouvernement burundais avait enterré 250 personnes. Dans une autre fosse commune, le même drame a été constaté le 17 décembre 1991. Cette fois-ci, il s'agissait de 176 personnes.

Le même témoin affirme qu'au cours de ces événements, officiellement 456 personnes soupçonnées de complicité avec le PALIPEHUTU ont été arrêtées. Il y a lieu de se demander, d'après Filip, le sort des autres personnes pourtant arrêtées dans les mêmes circonstances. La moyenne des tués est de 200 personnes par jour et le chiffre global depuis le début de ces événements dépasserait 18.000 personnes. A noter que, preuve de mauvaise foi des Autorités burundaises, Monsieur Filip REYNTJENS n'a pas été autorisé à photographier ces atrocités. Mais il a confié au Journal KANGURA qu'il portera loin son témoignage sur les événements horribles qui secouent le Burundi.

NYABYENDA Issa

## Mr Jean Carlos Kelly criminel comme Kanguka

Ruhengeri, le 20 décembre 1991

Alexis KWITEGETSE  
Faculté des Lettres  
(U.N.R./C.U.R.)  
Département des Langues  
et Littérature Africaine,  
B.P. 44 RUHENGRI  
RWANDA - AFRIQUE CENTRALE

Monsieur Jean Carlos KELLY  
Private Information Agency  
38, rue de Picpus  
76012 Paris  
FRANCE

Cher Monsieur,

Après avoir lu votre lettre parue dans le journal Kanguka du 22/11/1991 et adressée à Madame Gasore Epiphanie selon laquelle elle aurait été mandatée par le M.R.N.D. pour tuer les journalistes de Kanguka, j'aimerais vous soumettre mes constatations tout en vous priant d'essayer d'avoir un peu de sérieux voire même le minimum dans tout ce que vous faites.

Franchement, je l'ai toujours dit et je le dis encore: quelques occidentaux prétendent être civilisés, démocrates, libéraux, (...) mais le contraire est aussi facile à prouver. Quant on lit ce que vous écrivez, quant on écoute vos émissions qui passent à vos radios, on a tendance à se demander si vous n'êtes pas naïfs, corrompus voire même les gens qui ne sont pas à mesure de faire le minimum de critique. Veuillez démontrer le contraire.

Aucun effet sans cause. Le 1/10/1990 le Rwanda a été attaqué par une partie de l'armée Ugandaise. Celle-ci (l'armée qui nous attaque encore) est composée essentiellement des réfugiés rwandais recrutés par le Président-dictateur MUSEVENI

quand il était dans le maquis pour l'aider à conquérir le pouvoir à KAMPALA. Mais alors les journaux occidentaux n'ont fait que publier des héros bien qui n'avaient aucun fondement. Vous (les occidentaux) êtes arrivés même à parler d'une guerre civile au Rwanda: Franchement êtes-vous sérieux? Pourquoi est ce que vous vous laissez corrompre par des nazis qui gardent encore la nostalgie de leur régime monarchique aboli dans les années 1959? Ces gens qui se croient être les maîtres de l'éloquence vont vous intoxiquer jusqu'à quelle date? Alors vous prétendez vouloir nous libérer: vous mêmes vous n'êtes pas libres! Je regrette.

C'est dommage! Vous soutenez publiquement (la presse occidentale) les extrémistes TUTSI qui massacrent et tuent les populations civiles innocentes dans les préfectures de RYUMBA et de RUHENGRI. Vous me le permettez? Je vous range parmi les criminels. C'est peut-être votre droit, mais alors si tel est le cas, je vous prie de bien vouloir cesser de chanter les droits de l'homme.

Cher Jean Carlos KELLY, personne n'a voulu tuer ces journalistes de Kanguka! Pourquoi les tuer? On les laisse publier leur ignorance prise par vous comme la vérité. Tout simplement comme leurs frères INKOTANYI, ces extrémistes TUTSI essayent toujours de propager des rumeurs, des informations non fondées pour semer le désordre dans notre pays. Ils font tout ce qui est possible pour intoxiquer les naïfs occidentaux et cela avec l'intention que les Inkotanyi profiteront du désordre, des querelles, des combats à caractère ethnique et régional qui éclatent dans le pays pour conquérir le Rwanda! Erreur grave!! Je les mets en garde, nous ne pouvons pas retourner en arrière! La révolution de 1959 plonge ses racines dans nos cœurs.

Cher Jean Carlos KELLY, le journal Kanguka travaille pour les ennemis du Rwanda. C'est une réalité qui saute aux yeux de toute personne impartiale, non corrompue, non vendue, non aveuglée (...) non intoxiquée. Mais cher KELLY, quand vous (les occidentaux) écrivez que les INKOTANYI occupent une partie du RWANDA, êtes-vous à mesure de montrer cette partie contrôlée par les INKOTANYI? Quel mensonge? Quelle barbarie? Quelle histoire? Quel jeu?

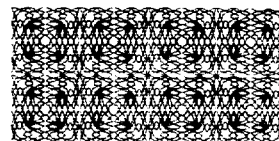
Pour terminer je vous demande ceci: soyez sérieux! Ecrivez, publiez des informations pour lesquelles vous êtes sûr de leur pertinence et fondement. Si cela n'est pas le cas, priez de bien vouloir démissionner dans le journalisme. Il est à mon avis aberrant, absurde voire même impensable de prétendre être journaliste quant on ne fait que publier des mensonges! C'est du poison!!

Alexis KWITEGETSE  
(sé)

C.P.I.:

- Madame GASORE Epiphanie, KIGALI - RWANDA
- Le journal Kangura, Kigali - Rwanda
- Le journal Umurwanashyaka, Kigali - Rwanda

P.S.: Je vous serais reconnaissant si vous voudriez faire suite à ma lettre pour me faire parvenir vos idées. Avec cette lettre, j'ai profité pour dire un mot sur la presse occidentale qui n'analyse pas minutieusement les informations à publier.



qui désormais doivent organiser leur auto-défense puisque l'armée tutsi qui est aussi composée à majorité de chrétiens vient de bénéficier une fois de plus de la bénédiction par l'Episcopat burundais de tirer sur les innocents hutu coupables de leurs simples opinions politiques.

D'habitude, le régime emprisonne les hutu pour les torturer et les tuer comme des moutons qu'on conduit à l'abattoir. L'Eglise burundaise ne proteste jamais contre les massacres des hutu, bien au contraire.

## LA POSITION DU PALIPEHUTU DANS CE COURANT POLITIQUE

Durant tout le règne de la monarchie et des trois Républiques tutsi, la politique intérieure a été aventureuse et désastreuse; ne respectant point les droits de l'homme et refusant l'ouverture démocratique du pays. Les différents Chefs d'Etat qui ont dirigé le Burundi issus de la minorité tutsi ont fait de l'Unité Nationale leur cheval de bataille politique tout en institutionnalisant les divisions et les massacres comme système de gouvernement. L'Episcopat burundais contrairement à sa mission, a toujours œuvré pour la sauvegarde de l'hégémonie tutsi sur les hutu et les twa.

En effet, toutes les exactions et les crimes politiques ont été commis au vu et au su du clergé burundais. Pourtant celui-ci n'a jamais osé condamner et dénoncer d'une façon impartiale les auteurs des injustices et leurs conséquences.

Ainsi, l'Episcopat burundais, par son mutisme complice et révélateur a favorisé l'asservissement des uns par les autres. Les Evêques Catholiques du Burundi n'ont jamais pris la courageuse initiative d'apprendre aux dirigeants burundais comment mettre en application la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en vue de l'avènement d'une société de justice et de liberté. Il est donc inutile de vouloir ren-

voyer le conflit hutu-tutsi dans le subconscient collectif de la population en prétextant une évangélisation en profondeur. Cette forme de répression des consciences menée par les Evêques s'ajoute à la répression physique organisée régulièrement par le pouvoir politique et son armée. La représentation paritaire des ethnies au sein du gouvernement, dans les différentes commissions et bientôt dans les partis politiques d'après le rapport de la commission constitutionnelle ne vise qu'à tromper la vigilance de l'opinion nationale et internationale et prouve la volonté de l'ethnie tutsi de perpétuer son hégémonie. Que les Evêques du Burundi en profitent pour mener une publicité à la IIIème République cela n'implique nullement la suppression de l'injustice, des inégalités et l'instauration de la démocratie.

Ils veulent plutôt semer la confusion et détourner la conscience du peuple de ses vraies revendications afin d'épauler le pouvoir en place dans sa politique démagogique. Ainsi, les membres du PALIPEHUTU qui sont aussi chrétiens tiennent à rappeler au pouvoir et aux Evêques du Burundi leur position sur certains faits politiques mis en exergue par le clergé pour prononcer des éloges à la IIIème République. Il convient de préciser que cette position a été unanimement adoptée par les autres partis d'opposition au régime en place.

### 1. De la Charte de l'Unité

Cette Charte émane du seul parti unique UPRONA. Elle ne peut en aucun cas engager tout le peuple burundais puisqu'elle a été élaborée dans un cadre unilatéral et de manière anti-démocratique. Les différentes sensibilités politiques n'y ont pas été associées et les recommandations émises par la population consultée pour la forme n'ont pas été prises en considération. Ces Evêques sont conscients des irrégularités et de la fraude qui ont été opérées par les autorités de la IIIème République lors du référendum du 05 février 1991 sur ladite charte. De ce fait, la soi-disante charte dont

l'objectif d'unité et de paix est saboté par ses propres auteurs, reste boudée par la majorité de la population. En effet, elle ne constitue qu'un marché de dupes dans lequel le régime parle de pardon et de tolérance mutuels simplement dans le but de protéger les auteurs de tout le drame burundais.

Seule une charte issue de toutes les tendances politiques à travers un débat contradictoire peut recueillir l'adhésion de tout le peuple. Les Evêques du Burundi croient convaincre quand ils osent affirmer tout haut que la charte de l'unité a été élaborée et adoptée démocratiquement. Cette démarche très maladroite est destinée à défendre un régime injuste et oppresseur, contesté de surcroît par le peuple. Rien de plus absurde pour le clergé burundais qui par ailleurs fait montre de serviteur docile ou complice du régime du Major Pierre BUYOYA. Tout le discours développé par les Evêques à ce sujet n'a donc aucun fondement puisqu'il manque de sincérité. L'unité n'est pas l'uniformité. De plus, ladite charte de l'unité constitue un nouvel instrument de répression de hutu.

En effet, toute revendication des droits et libertés est réprimée plus sévèrement que par le passé. Et les arrestations et emprisonnements arbitraires actuellement organisés par le régime sur tout le territoire burundais constituent une preuve supplémentaire que la charte de l'unité nationale, en tant qu'instrument de base de réconciliation a été mal étudiée. Le régime n'a pas de volonté politique pour réaliser cet objectif.

### 2. De la réconciliation nationale

La voie de réconciliation se vit concrètement. Une réconciliation suppose que les parties en conflit s'assoient sur une même table de négociation, si nécessaire en présence d'un arbitre neutre pour éclaircir le malentendu.

L'Eglise Catholique du Burundi pourrait jouer le rôle de médiateur dans le problème burundais si pour

sauver ses intérêts, elle ne se rangeait pas du côté du pouvoir politique en place.

L'Episcopat burundais renchérit que la politique de réconciliation nationale entreprise par la IIIème République a été adoptée à 89% par la population. Il fait semblant d'ignorer la fraude électorale qui a caractérisé ce vote lors du référendum. Dans beaucoup de régions, certaines personnes sont jusqu'à présent poursuivies et emprisonnées pour avoir exprimé leur désaccord à une telle charte montée de toute pièce et pour avoir dénoncé la fraude électorale qui l'a caractérisée. Où est donc la franchise?

### 3. Du problème des réfugiés

Le problème des réfugiés burundais est avant tout politique. Presque tous les réfugiés burundais sont des hutu. Au lieu d'y chercher une solution adéquate en agissant sur les causes qui ont provoqué les exils des Burundi, le régime en place, à l'instar de ses prédécesseurs ne fait que pourchasser les réfugiés. Le régime du Burundi s'est rendu illustre par un terrorisme d'Etat en destabilisant les réfugiés dans leurs pays d'asile.

On peut noter en l'occurrence :

- l'attaque du camp des réfugiés burundais en Tanzanie;
- les extraditions et kidnapping de réfugiés burundais au Zaïre et en Tanzanie sous l'instigation de la police secrète burundaise;
- les détentions, expulsions, menaces d'expulsion et de rapatriement forcés des réfugiés suite à la politique de corruption menée par le Burundi en violation des droits de l'homme et des conventions internationales.

Face à toutes ces irrégularités, les Evêques du Burundi sont restés muets. Maintenant que la population de l'intérieur a pris conscience et s'est engagée dans la lutte pour ses droits, les Evêques du Burundi délient leurs langues. En cherchant à détourner ou anéantir cette conscience populaire ils s'attaquent en même temps aux réfugiés qui sont

aussi chrétiens comme s'ils étaient à l'origine de la crise politique qui règne au Burundi.

A la page 4 de leur note d'information, ils écrivent ceci: "Nous faisons appel à votre solidarité pour inviter nos concitoyens à .... Qu'ils se libèrent des rancoeurs du passé et cessent d'attiser la vengeance. Qu'ils sachent que leur ....".

Les réfugiés burundais sont victimes des injustices et de la persécution menées par les différents régimes politiques du Burundi. Il semble quelque peu hypocrite et sadique de la part des Evêques du Burundi, qui s'obstinent à chercher les causes du mal chez ceux qui en sont victimes et en glorifiant le régime qui en est l'auteur. Pour preuve de leur profonde complicité avec le régime, les Evêques sont allés vérifier les identités des rapatriés, pratique incompatible avec leur mission de pasteurs.

Par ailleurs, cette attitude déplorable de la part des autorités ecclésiastiques vise à déplacer les problèmes politiques internes que vit actuellement le Burundi pour déformer l'attention de l'opinion internationale.

Quant au PALIPEHUTU, il considère qu'une solution digne et durable au problème des réfugiés passe par un dialogue direct avec les représentants attirés de ces derniers pour créer des conditions favorables à leur retour. Le régime en place au Burundi, assisté par la communauté internationale doit procéder d'abord à l'éradication des causes de l'exil.

### 4. De la commission constitutionnelle.

La commission constitutionnelle a été mise en place par le Président BUYOYA sans consulter ni le peuple ou l'opposition. A l'instar de la commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale, elle a été créée dans un cadre unilatéral. Par conséquent, elle ne peut prétendre aboutir à des conclusions qui re-

KA021107  
flètent les aspirations du peuple burundais. Les directives lui ont été tracées par le Major Pierre BUYOYA et son partie unique UPRONA. Les membres de la commission n'étant pas de véritables représentants du peuple, ils ne peuvent donc pas défendre les intérêts de ce dernier mais plutôt ceux de la personne qui les a nommés.

Le rapport qui vient d'être publié par ces techniciens de la politique burundaise, montre qu'ils ont bien agi sous l'oeil vigilant du pouvoir en place. Encore une fois, le PALIPEHUTU désapprouve et dénonce cette démarche politique contraire à la volonté populaire. Il admire par ailleurs le courage exceptionnel de Monsieur NDAYE Melchior, un membre de la commission constitutionnelle qui a présenté librement sa démission au Président de la République. Il a montré ses inquiétudes sur la façon avec laquelle la commission a travaillé sous la pression du Major BUYOYA.

En conclusion, la contribution des Evêques du Burundi dans la recherche de la paix et l'entente entre les citoyens burundais est très minime.

En effet, au lieu d'étudier objectivement tous les contours du problème ethnique et d'y trouver concrètement des voies de solutions, ils se sont contentés de condamner globalement le PALIPEHUTU et les réfugiés burundais. Par ailleurs, l'Episcopat burundais a soutenu le régime en place en faisant semblant d'ignorer les exactions commises par ce dernier à l'endroit de la population burundaise. Le PALIPEHUTU déplore encore une fois l'attitude complice de la hiérarchie catholique visant à désorienter la conscience du peuple et à tromper la vigilance de l'opinion nationale et internationale. Nous invitons les responsables ecclésiastiques en l'occurrence les Evêques auteurs de la "note d'information et demande de solidarité pastorale" de prendre ouvertement leur responsabilité et d'interpeller le régime du Major Pierre BUYOYA qui viole régulièrement les principes

## LE TRAVAIL DE SAPE DU PARTI SOCIAL DEMOCRATE (P.S.D.), PARTI DE GATABAZI OU PARTI SOUS DEVELOPPE (P.S.D.)

KA02 1108

Gatabazi Félicien, ex. grand Ministre est actuellement Secrétaire Général et Porte parole du PSD, parti sous développé.

C'est en réalité le véritable Président. Il attend seulement pour s'afficher tel de laver son immoralité dans les conneries nationales souveraines. Car là, les plus rabarbatifs s'y lavent en salissant les plus tendres.

Mais qui est Gatabazi ex. Ministre, il est surtout connu dans l'affaire de détournement des vivres destinés aux réfugiés. Ceux qui l'ont cotoyé le savent d'une cupidité inommable, et d'un régionalisme impénitent et irréductible.

Ne pouvant cohabiter avec les gens du Nord au sein du MDR renouvé, Gatabazi a créé un parti à lui qui répond à ses ambitions personnelles de combattre farouchement les ressortissants de cette région.

Ce partie régionaliste espérait fonder sa force sur l'unité, l'intégration ou la soumission des autres régions du Sud. NDUGA élargi en fin de compte ! Du colonialisme new look!

Le Kinyaga, le Bumbogo et le Gisaka se sentent réellement dans le giron? C'est en tout cas un rêve de croire qu'un jour, les populations de Bugarama, Nyirangarama et Rusumo se sentiront descendants de Mashira.

A voir comment le NDUGA cherche à intégrer sans consultation toutes les régions du Sud, l'on est porté à se demander si certains extrémistes de là, ne veulent pas remplacer le nom du pays, le Rwanda, par le NDUGA.

Qu'importe! Le premier évoque l'invasion et le féodalisme outrancier et sanguinaire des hamites.

Le second rappelle le royaume Hutu et son roi Mashira dont la famille a été massacrée traitreusement et sauvagement par le roi Tutsi Mibambwe. La fille de Mashira "Bwiza bwa Mashira" qui se suicida après ce forfait est passée dans la légende des mille collines.

Ce changement de nom n'aurait qu'une difficulté de taille, celle des populations qui n'y trouveraient pas leur compte et qui ont certainement d'autres références héroïques dont ils sont fiers.

Le PSD est aussi un parti vengeur et revenchard. Lors de son meeting à Gitarama, les ténors de ce parti n'ont-ils pas appelé la population de cette préfecture à venger les politiciens de 1973 ? Je les exhorte également à venger le roi Mashira.

Le PSD est encore un parti nostalgique d'extrême droite. Le leitmotiv de son organe d'expression "le Soleil" est évocateur: "Source d'Energie Vitale, le Soleil brille pour tout le monde". Gatabazi veut-il insinuer que depuis 1973, le soleil brille uniquement pour le Nord ? Ou encore quand le soleil invite le député Rugira Amandin, une personnalité d'obédience nationale à rejoindre le parti de sa région. C'est de la pure bassesse !

L'ingérence dans l'armée : Gatabazi propose d'introduire les quotas dans l'armée de sorte que chaque préfecture ait un nombre de soldats proportionnel au chiffre de sa population. Le système d'équilibre régional et ethnique dans l'Enseignement a été combattu par tous les partis dans leurs "petits" programmes y compris le PSD et le parti des Inyenzi-Ntutsi.

Comment dès lors Gatabazi propose-t-il d'introduire les quotas dans l'armée où la volonté d'em-

brasser la carrière des armes et l'aptitude physique constituent les principaux critères. Dans sa croisade nostalgique et régionaliste, Gatabazi croit-il que depuis 1960, jusqu'à aujourd'hui l'Armée ne joue pas vraiment son rôle national?

Sur les causes de la guerre: Gatabazi et son parti ont une vision courte et erronée des causes de la guerre d'octobre. Pour eux l'origine de la guerre se situe en 1990 et la cause directe s'appelle Habyarimana Juvénal, commandant suprême des FAR. Ils oublient que la guerre a été déclenchée par l'invasion du Hamite et le Massacre de la famille du Roi Mashira. Ceci n'est qu'une épisode de cette guerre désormais éternelle. Comment dès lors Habyarimana a pu déclencher un conflit qui vient de durer plus de quatre cents ans alors que lui n'en possède que 54 ans. Avec son esprit borné, Gatabazi pourra conter à ses enfants que le conflit arabo-juif date de ce siècle.

Concernant ce qu'on a appelé le "massacre des Bagogwe" et le soulèvement de la population Hutu de Kibilira, Gatabazi et son parti se sont révélés incapables de pénétrer un dossier aussi simple, préférant plutôt se livrer à la calomnie.

Mais quoi d'étonnant ?

N'est pas lui qui disait que les routes bitumées, l'électrification du pays, les centres de santé et les CCDFP sont inutiles?

Peut-on espérer qu'il va installer les satellites "Rwandais" sur orbite et nous construire des "Tchernobyl?" J'imagine que c'est sa conception du développement du Rwanda.

- N'est ce pas encore lui qui disait que les technocrates et les autres rwandais sans parti ou neutres n'ont pas droit de citer dans le gouvernement de transition sous

prétexte qu'ils ne peuvent obtenir l'obédience du FPR. Dans son nanisme politique, Gatabazi détient comme son compère Mugenzi, la clé de solution de la guerre.

Le massacre des Bagogwe disais-je: Je prends Dieu pour témoin que les insinuations du "leader-PSD" sont aberrantes et que la liste de "Kameya" est fausse. Primo:

La présence des personnes en vie sur la liste de Kameya prouve la supercherie et le souci d'intoxication des auteurs.

Ex: Le vieux Gakwandi, Mushabayangwe du secteur Nanga, Commune Karago et l'enseignant Gashabuka de la Commune Kinyigi.

Secundo:

La présence des personnes non Bagogwe mortes avant la guerre par d'autres causes montre encore

l'esprit perfide et tendancieux de Kameya.

C'est le cas de l'ex-député Hutu Ngaruye Thomas décédé par accident de roulage (que Dieu ait son âme).

Tertio:

Beaucoup de Bagogwe ont été recrutés par le FPR. Que Gatabazi aille s'informer auprès de Munnyampirwa Pascal Bahenda Alias Nouveau Riche, un réfugié rwandais préposé au recrutement des Inkatas à Goma.

Quant à la révolte de Kibilira, j'invite le PSD de Gatabazi à mener une enquête sur le terrain. Il se rendra compte que les causes de ce soulèvement sont imputables aux Inkotanyi et à leurs complices Tutsi de la région. Gatabazi et ses complices, malgré leur myopie et leur surdité, ne pourront affirmer le contraire.

Il est navrant qu'un pseudo-leader comme Gatabazi non soucieux de l'objectivité de l'information, prétende détenir la clé de la guerre et se prenne pour le meilleur négociateur avec FPR, un mouvement rompu dans le mensonge et le renseignement.

Je pleure ce pays, pauvre en toutes ressources ! Je m'étais dit qu'avec l'arrivée du multipartisme, il y aurait de véritables forces nouvelles. Au lieu de ça ce sont des Kléptomanes, des fanfarons, des prétentieux, des bandits, des assassins, des maffiozi et toutes sortes de pourritures d'antan avec de sombres ambitions qui les caractérisent: Prendre le pouvoir, se venger en tuant, voler et s'enrichir ! Aïe!

M.S.  
KANGURA  
Gisenyi.

## FRANCOPHONIE : POURQUOI BUYOYA A EU PEUR D'ECOUTER SON SUCCESSEUR?

**ALLOCUTION QU'AURAIT PU PRONONCEE LE PRESIDENT DU PARTI POUR LA LIBERATION DU PEUPLE HUTU DU BURUNDI (PALIPEHUTU) LORS DE LA PREMIERE AUDIENCE LUI ACCORDEE PAR SON EXCELLENCE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, LE MAJOR PIERRE BUYOYA.**

Excellence Monsieur le Président,

C'est avec beaucoup d'optimisme et de respect que nous saluons en Votre Excellence le courage inestimable d'ouvrir un dialogue pour chercher avec l'opposition de meilleures perspectives pour notre cher pays le Burundi. Nous vous en félicitons vivement Excellence Monsieur le Président!

Cette rencontre évoque dans toutes les consciences les voltes-faces politiques spectaculaires encore frais dans les mémoires comme la récente réconciliation cambodgienne, la li-

beration de Nelson MANDELA et la légalisation de l'A.N.C. en Afrique du Sud, l'effondrement du Mur de BERLIN, etc...

Nous devons rendre un hommage vibrant à tous les Gouvernements, à toutes les Organisations, à toutes les personnalités et en particulier à tous les compatriotes qui ont contribué à la préparation de cette rencontre historique.

Permettez-Nous, Excellence Monsieur le Président, de Vous présenter brièvement l'histoire, la philosophie et les objectifs généraux du Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi (PALIPEHUTU) dont le manifeste et les statuts vous sont remis pour une compréhension plus approfondie.

Pour appréhender à juste titre la justification de la naissance du Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi (PALIPEHUTU) créé par le regretté Rémy GA-

HUTU en date du 18 Avril 1980, il faut s'inspirer de la sagesse malgache qui dit "Sois comme un caméléon, de l'oeil gauche regarde vers le passé et de l'autre vers l'avenir".

Nos ancêtres n'ont pas été moins explicites dans le dicton qui Vous est cher, Excellence Monsieur le Président: "Igiti ntikigukora mu jisho kabiri kiba gishaka kurime-na". Le passé de notre pays nous révèle une société à lignée patrilinéaire ethnisée en BAHUTU, en BATUTSI et en BATWA. L'histoire très récente a été dominée par des luttes politiques fortement marquées par des tueries des personnalités BAHUTU. Ces tueries ont été amplifiées en massacres à des dates fatidiques où des BAHUTU ont tenté de briser les chaînes de la domination séculaire tutsi. Cela a donné lieu aux phénomènes de la polarisation ethnique que reflètent l'armée, l'administration publique, le monde des affaires, les écoles, les démunis et les réfugiés. Les quatre premières

## ZAIRE : POURQUOI LA PROBLEMATIQUE DE L'IDENTIFICATION DES NATIONAUX DANS LES REGIONS DU NORD ET SUD KIVU ?

KA021110

Depuis le 31 mai 1991, les opérations d'identification des Nationaux ont démarré au Nord et Sud-Kivu à l'Est du Zaïre. Cette opération concerne les nationaux c'est à dire les autochtones originaires ou ressortissants incontestables des régions précitées.

Néanmoins à notre grande surprise, nous enregistrons des agitations de part et d'autre des sujets non concernés qui sèment des troubles dans le seul but de saper la paix que nous avons chèrement retrouvée.

En guise de preuve, nous renvoyons le lecteur au journal des Inkotanyi "Le Volcan" du 15 juin 1991, «il faut éviter du sang dans le Nord et Sud-Kivu». L'article est signé Murasandonyi César, un réfugié tutsi Rwandais détenteur d'une carte d'identité Zaïroise, acquise frauduleusement.

La marche agressive des chômeurs de Goma, a été fomentée par un certain Gatambiye Pay Pay, également un fraudeur de nationalité?

Ces deux sujets (César et Pay Pay) rédacteurs au journal LE VOLCAN se complaisent à semer la confusion en ce qui concerne l'identification des Nationaux ainsi que les tribus du Zaïre. De même, par leurs attaques médiatiques barbares contre le Rwanda, ils constituent, à n'en point douter l'aile dure du FPR - Inyenzi INKOTANYI.

Le journal JUA quant à lui, dans sa livraison du 13 au 20 Juillet 91 parle de menace d'une guerre ethnique, par LUBUNGA BYAOMBE. L'auteur écrit que les Banyarwanda réunis constituent une force politique importante.

Est-il possible que les Banyarwanda, à qui l'Etat Zaïrois a accordé

une asile politique en les installant à Bibwe et à Ishula dans les Zones de MASISI et WALIKALE imposent aux fils et filles du Zaïre de les reconnaître, la nationalité Zaïroise alors qu'ils jouissent du statut des réfugiés du HCR?

Et pourtant la loi N° 81-002 du 29 Juin 1981 relative à la nationalité indique la procédure à suivre pour l'acquisition de la naturalisation Zaïroise.

Ces réfugiés tutsi du Rwanda installés au Zaïre et reconnus par le HCR essaient d'entraîner derrière eux, dans leurs fausses revendications, les immigrants hutu, amenés par le pouvoir colonial Belge entre 1930 et 1957.

Leur objectif est de prouver qu'ils constituent une majorité dans le Nord-Kivu en général et à Masisi en particulier alors qu'il n'en est rien. C'est ainsi qu'une nouvelle ethnologie a été créée terre à terre - ethnologie Munyarwanda pour gonfler les effectifs.

Mais c'est une farce et une confusion car l'ethnologie Munyarwanda n'a pas existé, n'existe pas et n'existera pas. L'on sait qu'il existe dans ce pays, le Rwanda, auquel dérive le concept BANYARWANDA, trois ethnologies fondamentalement différentes : les hutu bantous, les tutsi hamites et les twa pygmoides. Voilà les trois ethnologies que les réfugiés tutsi veulent fonder en une seule, l'ethnologie "Munyarwanda". Ces ethnologies Rwandaises bien que peu nombreuses sont plus différentes et plus complexes que les 400 tribus du Zaïre qui font toutes partie du même groupe Bantou.

Les Hutu immigrés ont droit à la nationalité Zaïroise car le Congo et le Rwanda-Urundi dépendaient du Colonisateur Belge qui avait

droit de déplacer la population à sa guise dans tout le territoire sous sa domination. De plus entre 1930 et 1957, les nationalités Congolaise, Rwandaise et Burundaise, n'existaient pas. L'on était des sujets du Royaume de Belgique.

En nous référant à l'Histoire, nous remarquons dans le mouvement migratoire du 10<sup>e</sup> au 14<sup>e</sup> siècle, la présence des Bahutu, Banyanga, Banande, Bahunde, Bashi, Warega... au Congo (Encyclopédie du Congo Belge et du Rwanda-Urundi, Tome I, p. 99):

Les tutsi n'étaient pas présents à cette époque et ils étaient également absents à l'arrivée du colonisateur (carte ethnographique du Congo Belge et du Rwanda Urundi, Encyclopédie du Congo Belge et du Rwanda Urundi. Tome I page 103).

C'est ainsi que depuis 1885 jusqu'en 1951 les actuelles zones administratives de Rutshuru, Nyiragongo, Kalisimbi et Goma constituaient ce qu'on appelait "Territoire des Bahutu" sous la colonisation Belge.

Ainsi rencontrait-on à Rutshuru des Chefs traditionnels hutu reconnus par le pouvoir colonial dont on peut citer les principaux:

- Ndeze Daniel Rugabo II installé en 1919 à Gisigari et reconnu par toute la population de Bwisha comme leur grand chef coutumier en 1920.
- Bahizi Paul à Busanza
- Katshuki à Jomba
- NTAMUHANGA à Gisigari
- SERUGARI à Bweza
- BINEGURO à Bukoma
- BIKAMIRO à Binza

Bwite ayant été un groupement de la chefferie des Bahutu (territoire confondu avec Rutshuru en 1920),



**KA02 1111**

il sera détaché de la chefferie de Bwisha en 1970 par des sujets jaloux des succès politiques et administratifs du Mwami Ndeze Rugabo II, fils de Mburano Jean, originaire de Mushoro, groupement de Gisigari à Bwisha.

Cet illustré Mwami, Ndeze Daniel Rugabo II est né en 1885 et décédé le 31/03/1981 après un règne de 60 ans plein de succès inégalables.

Les sujets de ces chefs traditionnels sont appelés "ABAKONDE" c'est à dire des propriétaires terriens.

Toute autre personne venue après s'appelle UMUKEBERWA (immigrée). C'est le cas des tutsi ABAGOGWE du clan ABAHA dont on peut citer quelques familles: Munyazesa, Ryamukuru, Munyamashara, Rwamahima, Rutwaza, Nteziryayo, Munyarugendo, Mishiguri de Jomba, pour ne citer que ceux-là en 1919.

Ces familles s'élevaient à un nombre ne dépassant pas vingt. En 1981, le recensement de ces tutsi de Rutshuru intégrés par les autochtones Hutu a donné les résultats suivants : 961 hommes, 787 femmes, 1219 garçons, 1216 filles (total 4183 habitants). (\*)

On note également au Nord-Kivu, une autre catégorie d'habitants à savoir les immigrants. Ce concept tire ses origines des années 1930 - 1957, date à laquelle le pouvoir colonial Belge organisa une mission d'immigration des Banyarwanda (MIB). La décision de l'autorité coloniale de placer les Bahutu du Rwanda-Urundi vers la province du KIVU avait pour but d'obtenir une main d'oeuvre suffisante devant travailler dans les entités agropastorales.

A leur arrivée au Bureau de la MIB, actuellement Hôtel de ville de Goma, l'administration coloniale déchirait la carte d'identité indigène du Rwanda-Urundi pour leur donner celle du Congo. Et le Roi Belge accorda au Mwami Kalinda

André de Masisi le droit coutumier d'obtenir pour ces immigrants une terre où ils devaient s'installer. Le 30 juin 1960, ces immigrants furent reconnus Congolais sans aucune forme de procès et la preuve est qu'ils participèrent à la Table Ronde de Bruxelles qui préparait l'accession du Congo à sa souveraineté internationale.

Ces immigrants vont oeuvrer au développement du pays en tant que citoyens à part entière et sans liens avec le Rwanda Urundi jusqu'en 1972.

(\*) Recensement de la population Tutsi ayant résidé dans la chefferie de Bwisha avant 1959 - Fait à Rutshuru le 18/03/1981, par NDEZE NDABIZI, Délégué de pouvoir de la collectivité de Bwisha.

A cette date, Monsieur Bisengimana Barthélemy Alias Rwema (Directeur de Cabinet du Président) prépare une ordonnance sur la nationalité qu'il fera signer au Président de la République, c'est depuis que les régions du Nord et Sud Kivu vivent sous la tension de la Nationalité, simple machination diabolique des réfugiés tutsi installés au Zaïre après 1960.

Parmi ces réfugiés, nous citons quelques personnages qui ont orchestré et continuent d'orchestrer des manoeuvres sordides dans les régions du Nord et Sud-Kivu.

1. Bisengimana Barthélemy Rwema, réfugié tutsi, ancien étudiant à l'Université de Lovanium. Il est originaire de la Préfecture de Cyangugu (RWANDA)

2. Gahiga Médard alias Zombi, réfugié tutsi, ancien étudiant en Belgique (Médecine vétérinaire) Il est originaire du secteur Kivuru, Commune Kigembe, Préfecture Butare. Il a sucé le sang des Zaïrois jusqu'à devenir multimilliadaire en dollars.

3. Miko Rwayitare : Patron de TELECEL, devenu riche grâce à la SOZACOM où il a été Directeur pendant longtemps sous la houlette de Monsieur Bisengimana dit "BB"

par les intimes Tutsi. Il est détenteur de l'identité Zaïroise par fraude.

4. Kayitankore Etienne : originaire de la Préfecture Gikongoro (Rwanda), il est administrateur délégué général de la CIZA (Cimenterie du Zaïre).

5. Gahunga : Délégué Général Adjoint au Zaïre SEP. Il est originaire de la Préfecture de Kibungo (Rwanda).

6. Gitera Janvier : Représentant du Zaïre au PNUD, il est le cadre zaïrois ou zaïrwa le plus gradé dans cette institution. C'est un réfugié Tutsi originaire de Kibungo. Il détient une carte d'identité zaïroise de façon irrégulière.

7. Munyampirwa Pascal Bahenda Alias Nouveau Riche. C'est un réfugié Tutsi originaire de Cyangugu (Rwanda). Son grand frère Gasigwa Modeste, Economiste Général du diocèse de Nyundo (Gisenyi-Rwanda) avait été chassé de Rambura en 1973 pour se réfugier au Zaïre pendant un temps.

Rentré au pays, il fut désigné curé de la paroisse BIRUYI par son clergé. C'est à la veille de l'attaque des Inkotanyi que le Curé a pris le chemin de l'exil sous prétexte d'assister au sacre d'un diacre belge. Dans la suite, le prêtre-Inkotanyi va regagner Goma où il travaille pour ses frères tutsi sous le couvert de Monseigneur NGABU.

Ce "nouveau riche" était hier réparateur des montres. C'est lorsque son autre frère sera nommé au sein du HCR à Genève que Munyampirwa sera nommé Représentant du HCR à l'Est du Zaïre.

En octobre 1990, lors de l'agression du Rwanda voisin par les assaillants de la NRA, Munyampirwa jouera un rôle actif en recrutant les tutsi du Burundi, du Rwanda (ABAGOGWE) et ceux résidant au Nord-Kivu pour les envoyer dans les camps d'entraînement en Uganda.

8. Museminari: Secrétaire Général à la Gécamines Shaba. C'est un ancien étudiant rwandais à l'université de Lovanium, originaire de Gikongoro qui détient frauduleusement une carte d'identité Zaïroise.

avec la fin du régime féodo-monarchique le plus rétrograde des cinq derniers siècles. Pourtant, toujours imbus d'une peur pathologique pratiquement incurable, les hutu n'ont pas su exploiter la situation à leur avantage. Ils se sont plutôt embrouillés dans de luttes partisans et stériles au détriment de leur sécurité même. Ils se sont de plus en plus tellement rabaissés face à un ancien oppresseur cette fois plus musclé et plus engagé que jamais que ce dernier en a fort profité pour mettre sur pied un plan d'élimination massive et systématique des bahutu dans toute la région de l'Afrique Centrale.

La crainte infantile de blesser une vipère immunisée contre tout danger ou d'être pris à partie par une communauté internationale subtilement détournée par les tutsi a été à l'origine de gestes inhibiteurs, de déclarations humiliantes et d'une politique ambiguë des autorités rwandaises préjudiciables aux intérêts supérieurs et légitimes des masses populaires.

Tout récemment encore en pleine guerre meurtrière déclenchée par les inyenzi-nkotanyi massivement soutenus par les tutsi du monde entier et par le président Museveni, un hima, et sa NRA, le pouvoir étiqueté à tort de hutu au

Rwanda a osé (vous m'excuserez d'user du terme opposé de la peur) faire de lâches concessions ou se livrer à des propos contradictoires au bénéfice de l'ennemi et de lui seul. Par contre, dénoncer les principaux auteurs de troubles, vouloir connaître les dessous de cette cruelle épreuve de force entre les ethnies et défendre les acquis de la Révolution sociale de 1959 constituaient aux yeux de nos leaders le grand sacrilège punissable de façon exemplaire. Ainsi à un certain moment nos geôles n'étaient comblées que de militaires et de personnalités, dont les journalistes, de la seule ethnie hutu au moment où les vrais inkotanyi et leurs irréductibles complices tutsi étaient, eux, relâchés et portés, la tête haute, en triomphe.

La peur et la lâcheté des bahutu se sont de nouveau concrétisées par les événements qui actuellement endeuillent le Burundi. Je n'ai nullement l'intention de mettre davantage le feu aux poudres déjà ardentes mais j'estime qu'il ne sert quand même à personne de camoufler une triste réalité qui continue à coûter la vie à des centaines de milliers d'innocents dont le seul crime est d'appartenir à l'ethnie proscrite des hutu. Si au Rwanda la règle de la majorité a fini par

s'installer, et ainsi limiter les dégâts, au Burundi c'est la plus grande catastrophe humaine de l'époque contemporaine. De surcroît, par peur ou irresponsabilité, les hutu de ce voisin du sud n'ont jamais fait montre d'une tenacité décisive et efficace à vouloir se libérer du joug dont il ne jouissent qu'un sinistre sort. Ceux du Rwanda aussi et par les mêmes défauts caractérisés d'une inconsistance regrettable en matière de politique étrangère et d'une crédulité excessive à l'égard de féodaux impénitents congénitalement marqués d'une habileté machiavélique sans égal ont plutôt prêté main-forte à ces adversaires sans esprit ni âme.

Néanmoins, et je termine par cet appel apostolique, si au 6ème jour Dieu a créé l'homme à son image c'était pour que celui-ci domine sur tous les autres êtres vivants (Génèse 1 : 26 - 31) et non pour que sa génération s'entretue. Les hutu et le tutsi ont, eux aussi, été parachutés sur cette partie de la terre pour qu'ils y vivent en paix et sur fond d'un amour réciproque car sans amour toute cette vie n'est que miette; et cet amour n'est limité d'aucune frontière linguistique, religieuse, politique, régionale et... ethnique (lisez 1 Corinthiens 13 : 1 - 13)

Ndekezi Bonaparte - Gisuma.

## PUBLICITÉ

Ubwanditsi hwa KANGURA buramamaza Ishyaka P.D.R. (Parti Démocratique pour la Révolution).

Tumaze kubona ko rubanda nyamwinshi ikeneye ishyaka ryayo riyigeza kuri Demokarasi nyayo, rikayitoza kwivugira no kuvugira abadafite aho bavugira, dusabye abanyarwanda bose mu madini yose, kuyoboka P.D.R. Iryo shyaka ritangiranye abayoboke benshi mu Rwanda, cyane cyane abashyigikiye ibitekerezo bya Dr. KAYIBANDA Grégoire, byo kurengera inyungu za rubanda nyamwinshi, n'ibitekerezo bya HABYARIMANA, we ushyigikiye amahoro n'amajyambere.

Abashaka kuba mu buyobozi bw'iryo shyaka, n'abifuzaga ibisobanuro ku buryo burambuye, nimubaze GISENYI-INFORMATION B.P. 19 GISENYI, cyangwa B.P. 1312 KIGALI. Amahameremezo iryo shyaka rizagenderaho ubu arimo arategurwa n'akanama kabizobereyemo.

Umuco wo kugaya si uw'abanyarwanda. Muzi neza ko hari abashimishwa no kuvuga ko I eta zombi ntacyo zakoze, yaba iya HABYARIMANA yaba n'ya KAYIBANDA. Twebwe icy'ingenzi ni ugushima ibyakozwe n'abategutsi b'u Rwanda kuva twipakurura ingoma ya gihake tukarebera hamwe ukuntu ibyiza byakozwe byakongerwa.

Abazagana iryo shyaka rero muzaze muzi ko tudashinze gusebanya no kuba bantamunozu. Muzi twunganire abatubanjirije muri Politiki, n'abarangije akazi kubusirikare. Ngiryo ishyaka ryanyu, ababuze kivugira nababwira iki!

**KUBERA KO BIMAZE KUGARAGARA KO ABATUTSI BO MU BUGANDA - RWANDA - ZAYIRE NO MU BURUNDI BIFUZA KUDUTEGEKA BABINYUJJE MURI CORRIDOR-HIMA, HAGOMBA ABAHUTU BENSHI BAKWIBUMBIRA MURI P.D.R. PARMEHUTU, BYABA NGOMBWA IRYO SHYAKA RIGAKORANA NA PALIPEHUTU YO MU BURUNDI, BITYO ABAHUTU BOSE BAKABONA AHO BAVUGIRA. NTIBAKOMEZE KWICWA URUBOZO.**

# Rwanda-Burundi: vers l'explosion?

**Au Rwanda, la cohabitation entre Hutus et Tutsis est de plus en plus difficile. Inquiet, le Burundi prend des dispositions pour empêcher l'extension de cette rivalité sur son territoire. L'Ouganda, le Zaïre et la Tanzanie ne sont eux-mêmes pas à l'abri.**

Les volcans risquent à nouveau de se mettre en éruption dans les pays des Grands Lacs. La frontière rwando-burundaise peut en effet devenir une nouvelle zone de tension, non seulement entre les deux Etats mais, plus gravement, entre les populations. Depuis juillet, des Rwandais sont régulièrement expulsés du Burundi. Pour y être entrés sans visa. Pourtant, un tel document n'est plus exigible. La circulation des biens et des personnes étant libre entre les trois pays membres de la CEPGL (Communauté économique des pays des grands lacs, regroupant le Burundi, le Rwanda et le Zaïre).

La tension politique et militaire était initialement circonscrite au Rwanda, du fait de la guérilla menée par le FPR (Front patriotique rwandais) depuis octobre 1990. Mais aussi, avec l'instauration du multipartisme, du fait du difficile apprentissage de la démocratie. Les dirigeants du Burundi voulaient pourtant faire preuve de compréhension. Comme au Rwanda, la cohabitation des ethnies tutsi et hutu demeure tendue

au Burundi, même si ce sont des Burundais des deux groupes qui gouvernent désormais de concert à Bujumbura. Mais les tiraillements inter-ethniques ont été littéralement « exportés » du Rwanda vers le Burundi. Des opposants au régime de Kigali, mais aussi certains nostalgiques du parti unique auquel le président Juvénal Habyarimana a renoncé, ont commencé à franchir la frontière avec dans leurs bagages des tracts enflammés qui ont réveillé le vieil antagonisme entre Hutus et Tutsis. Des journaux dirigés par certains Hutus criant vengeance ont circulé au Burundi.

Coincidence ou non, des manifestations de mécontentement ont commencé à la même époque. Une grève des transporteurs urbains, en protestation contre l'augmentation des taxes sur les véhicules et les permis de conduire, a ainsi paralysé Bujumbura pendant plusieurs jours.

Le dérapage risquait de ne plus être contrôlable : le discours sur les antagonismes ethniques commençait à « prendre ». L'épidémie venue du Rwanda menaçait. D'où la décision du gouvernement du major Pierre Buyoya de confier à l'armée le contrôle des frontières.

Pierre Buyoya, dont le « règne » avait commencé par une résurgence subite et sanglante de la rivalité entre Hutus et Tutsis, a tiré la sonnette d'alarme en rappelant, le 1<sup>er</sup> juillet, qu'il fallait sauvegarder l'unité nationale à tout prix. Et en demandant à l'armée d'être vigilante. Cet

appel, ses opposants mais aussi certains de ses partisans excités l'ont compris comme une invitation à sévir.

Cette tension est d'autant plus inquiétante qu'elle intervient après que le gouvernement burundais eut été accusé par des opposants rwandais d'avoir « trempé dans les préparatifs de l'invasion du Rwanda par les rebelles du FPR », en octobre 1990. Et l'accusation avait été portée par un membre bien connu du même FPR. L'écrivain Jean Barahinyura Shirambere, réfugié en Allemagne, responsable de l'information à la direction du mouvement rebelle, avant de s'en éloigner. Bref, un homme censé savoir de quoi il parlait. Shirambere, dans une lettre publiée à Francfort, a même accusé le ministre burundais des Affaires étrangères, Cyprien Mbonimpa, d'avoir pris des contacts avec le FPR.

Le mensuel rwandais *Remesha*, de son côté, affirme détenir des preuves de l'aide *Un camp de réfugiés au Rwanda, près de la frontière avec le Burundi*, matérielle – transmission de documents – que le ministère burundais des Affaires étrangères aurait fournie au FPR. Et revient la menace sans fondement d'un « Tutsi international party » qui, par-delà les frontières, serait censé rassembler tous les Tutsis de la région dans le but de créer un nouvel empire.

Vraies ou fausses, ces accusations ont fait de nouveau (comme s'il était besoin, dans cette partie déjà explosive du continent) monter la tension

entre communautés.

Si, entre les deux gouvernements, le malaise ne s'est pas encore transformé en conflit diplomatique, la suspicion s'est installée. Kigali est en effet convaincu que le FPR est essentiellement un mouvement tutsi, même si ses porte-parole sont, le plus souvent, des Hutus. De là à croire que les Tutsis du Burundi soutiennent la rébellion du FPR, il n'y a qu'un pas que, pourtant, personne n'avait franchi depuis le début des hostilités en octobre 1990.

Bujumbura a toujours adopté un profil bas, et affiché une certaine réserve à propos des difficultés de son voisin. Discrètement, le gouvernement du major Buyoya, dont le Premier ministre est hutu, a même contribué à organiser des négociations entre rebelles et gouvernants rwandais. Car les Burundais savent que si la situation devait encore s'envenimer au Rwanda, l'épidémie les atteindrait inéluctablement. Aujourd'hui, les accusations portées contre Bujumbura, extrêmement graves, risquent de faire aboutir le dessein de leurs auteurs : embraser l'ensemble de la région des grands lacs. Aux dépens de populations installées au Rwanda, au Burundi, mais aussi en Ouganda, au Zaïre et même en Tanzanie, qui pourraient faire les frais de n'importe quelle manipulation irresponsable. Qu'elle émane de Rwandais ou de Burundais. De Hutus ou de Tutsis.

Sennen Andriamirado

PEREZIDA HABYARIMANA ABANYENDUGA BAMUKINNYE UMUTWE NTIYASOBANUKIRWA.

Iyumvire nawe Abanyenduga bashatse kumwica muri 1973 kuko yari ababogamiye. Iy'i Rwanda ikinga akaboko. Aho agereye ku butegetsi nabwo yibagirwa ko inkoni ikubise mukeba uyirenza urugo. Bamukina umutwe biratinda. Sibwo se ubutegetsi bwitwaga ko bugizwe n'Abakiga abubahaye batabumusa-bye, akanabutanga atagishije inama bene wabo bazasangira ibibazo byakomeye.

- Agufatiye Minisitiri w'Intebe, utegeka igihugu, amugira umunyenduga.
- Agufatiye Minisitiri utegeka Ingabo amugira umunyenduga.
- Agufatiye RUTAYISIRE ushinzwe Iperereza muri Jandarumeri abaye umunyenduga.
- Agufatiye KARANGWA ushinzwe Iperereza muri MINADEF abaye umunyenduga.
- Agufatiye KATABARWA, umututsi waketsweho ubukotanyi, amuhaye imipaka yose y'u Rwanda.
- Agufatiye Ubukungu n'Inganda abihaye umunyenduga.

Yewe, HABYARIMANA nubwo tumushigikiye nareba nabi bariya bagabo baramugirira ibyo yagiriye KAYIBANDA. KANGURA yifatanyije n'abantu bose bababajwe na bariya bibazo.

KA02 1114



**MDR**

*Y. Kanyiranda*  
*President*

Intwari y'imena. Yakunze u Rwanda kugeza naho arupfiriye. Hari tariki ya 15-12-76. Quinze ans déjà!